



Aquarius : le naufrage des valeurs européennes

L'Espagne vient d'accepter d'accueillir les 620 passagers de l'Aquarius. C'est tout à son honneur mais cela ne saurait dédouaner les autres pays européens de leurs responsabilités, à commencer par l'Italie, laquelle a violé ses obligations spécifiques en droit international et interne, exposant les personnes à bord à des risques pour leur vie.

Comme le rappelle l'Associazione per gli Studi Giuridici sull'Immigrazione dans son communiqué, l'obligation de porter assistance et de permettre l'accostage dans un lieu sûr incombe principalement à l'État côtier. Le navire se trouvant dans une situation telle que la vie des personnes à bord est menacée, quel que soit le statut de ces passagers, jouit d'un "droit" d'accès au port et ce conformément à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer.

En refusant de porter secours aux rescapés de l'Aquarius, lesquels avaient des besoins élémentaires tels que boire, manger mais également nécessitaient des soins médicaux urgents, l'Italie les a exposé à un risque grave pour leur vie.

Ainsi, sous des prétextes nauséabonds de refus des migrations, les Etats européens en arrivent à mettre en danger la vie de femmes, d'hommes et d'enfants, que ce soit en Méditerranée, dans les Alpes, La Manche ou La Mer du Nord.

Cette situation dramatique risque de se répéter compte tenu d'une part des situations de guerre, de mutations climatiques et de crises économiques qui frappent de nombreux pays, et de l'égoïsme des gouvernements européens d'autre part.

Elle illustre le naufrage des valeurs européennes de solidarité à l'origine de la construction de l'Union et le cynisme des gouvernements européens tels que celui de la France, la Belgique, l'Italie ou la Hongrie qui se renvoient mutuellement leurs responsabilités sans les assumer.

Le SAF se joint à l'appel de l'ASGI à l'endroit de toutes les forces démocratiques pour s'assurer que les obligations d'hospitalité soient respectées par les Etats européens.